ACTUALITÉS

La terre Valois, à Hochelaga est passée aux mains d'une compagnie qui portera le nom de "Montréal Land and Improvement Company" au capital de \$300,000, dont les principaux actionnaires sont MM. T. Shaughnessy et James Ross du Pacifique Canadien, l'échevin Préfontaine, H. S. Holt et E. M. B. Osler, ce dernier de Toronto.

Il est évident que ces terrains sont destinés à devenir d'excellents placements, car la présence à la tête de la compagnie des principaux officiers du Pacifique fait présumer que cette puissante corporation a des vues sur cette localité. La création de docks au ruisseau Migeon ferait de cette localité un des quartiers les plus animés de la ville.

Une compagnie composée de MM. William Thompson, A. D. Porcheron, John Black, Henderson Black, George A. Muntz, George W. Parent et C. Beausoleil, au capital de \$75,000, demande des Lettres Patentes, pour fabriquer le tabac, sous le nom de "The North American Tobacco Company (limited)". Le siège social sera à Montréal et la manufacture à St Jean. P. Q.

On nous présente, dit un confrère de Paris, une nouvelle et très intéressante invention de M. l'ingénieur Jules Marini, pour travailler les pierres mécaniquement.

Jusqu'à ce jour, on avait fait beaucoup d'efforts pour arriver à substituer, dans cette branche d'industrie, au travail à la main, le travail mécanique, mais les résultats obtenus n'étaient pas satisfaisants.

Maintenant le problème paraît être résolu; M. Marini a trouvé le moyen d'accoupler en faisceau, un nombre indéfini de pointes ou couteaux pouvant prendre telle forme de dessins d'architecture ou d'ornement qu'on voudra, et de sculpter—c'est le mot—tout à la fois la pierre, même la plus dure, absolument comme on sculpte le bois ou la pâte.

Cette machine, faite spécialement pour chantourner les pierres et faire des moulures, est très simple; un seul homme peut la faire marcher, car elle a un mouvement automatique. Elle pèse environ 4,800 kilos, et peut être mise en marche avec une force de 4 chevaux.

Son travail peut être comparé à celui de 40 ouvriers, c'est-à-dire qu'elle fait en une demi-heure, ce qu'un ouvrier fait en trois jours.

Cette disproportion est encore plus grande, lorsqu'il s'agit de dessins fins et compliqués.

Le *Canadian Grocer* donne le conseil suivant: "Ne brûlez pas d'huile et ménagez le gaz." La lumière du soleil est faite pour éclairer le travail de l'homme et la nuit pour le repos. Se reposer le jour et travailler la nuit, c'est aller à l'inverse des intentions de la nature et c'est ruiner sa santé tout en gaspillant l'argent que coûte l'éclairage du travail qu'on aurait pu faire à la glorieuse lumière du jour.

Le régime économique de l'Inde Anglaise

APRÔPOS D'UN LIVRE RÉCENT

(Suite)

Il n'est pas question ici d'analyser un livre si plein, si dense si suggestif et qui, même dans notre pays où la littérature coloniale, depuis cent cinquante ans, est assez riche, compte peu de rivaux. Je veux seulement prendre texte d'un chapitre, un des plus courts du livre, pour en tirer si je puis, quelque enseignement à notre usage. Ce chapitre est celui du régime économique de l'Inde.

Cette étude présente de l'intérêt à un double point de vue.

Elle en présente au point de vue colonial, et nous pouvons en déduire quelques règles positives au profit de certaines de nos colonies.

Elle en présente aussi au point de vue commercial ou, du moins, au point de vue de l'histoire du commerce. On a trop oublié en France et peut-être en Europe ce qu'était le commerce il y a un siècle, et surtout deux siècles. Si cela était mieux su, les protectionnistes ne pourraient guère se faire écouter. Et il faudra bien que quelqu'un se décide à écrire l'histoire de la liberté du commerce en France et dans quelques autres pays d'Europe: en Italie, en Espagne, en Angleterre, en Hollande. Celui qui entreprendrait cette glorieuse et passionnante étude rendrait un signalé service à la cause de la liberté, et en faveur de celui-là, je me dessaisirais, pour ma part, de documents précieux amassés à dessein depuis des années. Mais revenons à notre thèse.

Or, ce qu'était le commerce en Europe il y a un siècle ou deux, les entraves qui le gênaient, les liens dont il a fallu le délivrer, l'Inde nous le montre en grand, si l'on considère le temps, et le spectacle de ce qui y existait et de ce qui existe aujourd'hui est doublement attachant et instructif.

L'Inde avait, aux environs de 1843, des douanes intérieures entre les diverses provinces, et à ses frontières de terre ou de mer, des douanes extérieures, qui percevaient des droits d'exportation et des droits d'importation protecteurs. Les douanes intérieures furent supprimées en 1879, les douanes extérieures furent complètement modifiées de 1876 à 1880.

La ligne des douanes intérieures avait été établie à cause de la différence des impôts intérieurs sur le sel et d'autres produits dans les différentes provinces. "Elle s'étendait, en 1870, au travers de l'Inde tout entière, depuis Attok au nord, sur l'Indus, jusqu'à la Mahanadi, sur la frontière de Madras, c'est-à-dire sur une longueur de 4,022 kilomètres. Tout le long de cette ligne qu'on ne peut comparer qu'à la grande muraille de Chine, on rencontrait une série d'obstacles matériels, formés d'immenses et impénétrables clôtures de broussailles et d'arbres épineux, de murs et de fossés qu'aucun être humain ni aucun animal ne pouvait franchir sans s'exposer à la prison ou à la four-

rière ou à des poursuites variées. Si l'on élevait en Europe une telle ligne de douanes, elle s'étendrait de Moscou à Gibraltar. Jusqu'en 1879, époque où elle fut abolie, elle avait encore 2,413 kilomètres de longueur, la distance qui sépare Londres de Constantinople. Elle était gardée par une armée d'officiers et de soldats, divisée en *battues*, parcourues nuit et jour par des patrouilles et et surveillées par 1,700 postes. On peut imaginer facilement quelle obstruction commerciale, quels abus, quelle tyrannie, quelles tracasseries et quelles vexations entraînait ce singulier système." Dès 1869, le vice-roi lord Mayo s'occupa d'en amener l'adoucissement progressif; dix ans après, lord Lytton, en 1879 le supprima complètement.

Les douanes extérieures étaient quelque chose de moins anormal et de moins étrange pour nous. Elles ressemblaient singulièrement à ce que nous avons connu, à ce que nous voyons encore de nos jours dans la plupart des Etats, si ce n'est qu'elles comportaient des droits d'exportation que nous ne pratiquons plus et que la moyenne du tarif d'importation était plus modérée que celle de la plupart des tarifs de l'Europe contemporaine.

Jusqu'en 1860, tout ce qui était importé dans l'Inde, ou peu s'en faut, était soumis à un droit de 10 0/10 *ad valorem*, sauf certains articles pour lesquels il était plus élevé. Presque toutes les exportations devaient payer 3 0/10. Ces tarifs avaient été peu à peu allégés: les articles frappés étaient devenus moins nombreux et les droits moins élevés. Toutefois jusqu'en 1879, ils frappaient encore à l'entrée des droits très importants, notamment ce qu'on appelait les *cotton goods*, et cela amena un incident que j'annonçais au cours de cet article et qui mérite d'être étudié de près.

A l'abri de ce tarif, avait grandi dans l'Inde une industrie indigène du coton, qui porta ombrage aux filateurs du Lancashire. En 1876, à la suite de protestations que la proximité des élections rendit excessivement vives, le gouvernement anglais avait demandé au gouvernement de l'Inde l'abolition des droits sur ces *cotton goods*. La dépêche qu'écrivit à cette occasion lord Salisbury, alors secrétaire d'Etat pour l'Inde, est extrêmement curieuse. Lord Salisbury y exposait, avec une rare précision, les raisons qui militent pour l'abolition de ces droits, et, avec une égale sagacité, les résultats excellents pour l'Inde, que cette abolition produirait. Qu'il fût dans son argumentation très sincère, et uniquement inspiré par l'amour de l'Inde, peu importe; une seule chose est à retenir: c'est que l'économie politique fut ce jour-là pleinement justifiée et que ce qui était conçu plutôt dans l'intérêt du Lancashire tourna, par la force des choses, au plus grand profit de l'Inde.

"Je prétends, disait en substance lord Salisbury, qu'il n'y a pas de conflit entre les intérêts de l'Inde et ceux de l'Angleterre. Assurément, l'abolition de ces droits apporterait

un légitime soulagement à une grande industrie anglaise; mais en même temps elle constituerait une mesure plus indispensable encore aux intérêts de l'Inde. Ces droits produisent ce résultat de restreindre l'importation des produits britanniques; mais d'autre part, ils préparent un fâcheux avenir à une industrie indienne qu'il est d'une importance capitale d'établir sur une base sûre et solide. Avec une telle base, tout porte à croire qu'elle se développerait rapidement; mais il ne faut pas lui permettre de grandir dans des conditions et sous des influences que l'expérience a démontrées devoir être préjudiciables à son développement naturel et à sa bonne constitution. Qu'on envisage la question en tant qu'elle affecte le consommateur ou le producteur ou le Trésor, j'estime que les intérêts de l'Inde exigent impérieusement la suppression opportune d'un impôt qui est erroné dans son principe, nuisible dans son application et ruineux dans ses effets."

Sur ces instances pressantes, le gouvernement de l'Inde mit la question à l'étude, et, en 1879, sur le rapport de sir John Strachey, et malgré l'avis contraire de son conseil (1), lord Lytton alors vice-roi, abolit ce droit sur les *cotton goods*, d'abord sur certaines qualités et en 1881, sur toutes les autres. Désormais, le commerce jouit d'une entière liberté; nulle part, même en Angleterre, le libre-échange ne fut aussi librement pratiqué.

Or, au bout de quelques années, toutes les prédictions de lord Salisbury s'étaient réalisées. C'est en 1879, qu'avait commencé la réforme des abaissements des tarifs. Pendant les quatre années qui ont précédé cette date, la valeur moyenne annuelle des cotonnades importées était de 469 millions de francs. Pendant les quatre années qui ont suivi l'abolition des droits, lesquelles prirent fin en mars 1886, cette valeur s'élevait à £24,680,000. En 1888-89, cette valeur s'élevait à £32,340,000, bien que les cotonnades eussent cependant baissé de prix. La réforme avait donc largement profité aux industriels anglais du Lancashire.

Et, en même temps, elle avait profité aux filateurs indiens. Pressés par la concurrence, ils avaient amélioré et développé leur outillage, perfectionné leurs méthodes, si bien qu'au lieu de 1,229,000 broches en 1877, ils en employaient 2,625,000 en 1889; et que leur exportation dans tout l'Extrême-Orient, passait de 1 million sterling en 1877 à 6,290,000 liv. st. en 1888-89.

Voilà comment l'égoïsme de quelques-uns avait tourné au profit de tous et comment la liberté avait enrichi les puissants et fortifié les faibles. J. CHAILLEY-BERT.

(1) Je signale ces mots parce qu'ils me paraissent un fait considérable et je voudrais pouvoir en signaler toute l'importance; mais il faudrait pour cela entrer dans un exposé d'organisation administrative que cet article ne comporte pas. Il me suffira de dire que le gouverneur a le droit de passer par-dessus l'avis même formel, même unanime d'un Conseil recruté cependant d'une façon exceptionnelle, composé d'autorités incontestées; et cela est à mes yeux d'une autorité incontestable.